NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Dimanche 25 juin 2023 a 9h30 sur France 2 : l'Artsakh (Haut/Nagorny Karabagh)

Cérémonie du 18 juin 2023 : Annonce officielle de l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian, accompagné de son épouse Méliné.

Présidence de la République-18 juin 2023

https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/06/18/ceremonie-du-18-juin-2023

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle disait au monde que la France, vaincue dans les circonstances, n'avait pas perdu la guerre, puisque la flamme de la Résistance demeurait vivante. Cet appel fut l'acte fondateur du mouvement de lutte contre l'occupant nazi et contre l'esprit de défaite. Il fut le flambeau vers lequel convergèrent les milliers de femmes et d'hommes qui voulaient lutter pour rester libres.

Cinq ans plus tard, dans une France enfin libérée, le général de Gaulle se recueillait au Mont-Valérien. Il était accompagné de deux cents Compagnons de la Libération, et des porteurs de la flamme recueillie à l'Arc de Triomphe, qui allumèrent symboliquement celle à la mémoire de la Résistance. Le Mont-Valérien, enceinte du supplice et de la mort pour un millier de combattants et d'otages, devenait un monument de gloire et d'hommage. Ainsi était scellé un pacte de mémoire entre ce lieu, la bravoure des morts fraternellement liée à celle de la première guerre mondiale, et le souvenir de la nation.

Le Mont-Valérien fédère autour d'une même flamme les mémoires de tous ceux qui ont lutté pour que la « France vive libre ». Les héros de la Résistance étaient multiples : Français libres de Londres, Alger, Libreville, de l'Île de Sein ou de

Saint-Pierre-et-Miquelon, du Tchad et du Pacifique, membres de l'armée des ombres, fusillés de Châteaubriant, combattants des maquis des Glières ou de Corse, « partisans, ouvriers et paysans », tant d'autres célèbres ou anonymes. Mais tous combattaient au nom de nos valeurs, résolus à accomplir pour elles le sacrifice de leur vie. 80 ans après l'année 1943 durant laquelle l'élan de libération nationale commença de renverser la fatalité, l'exemple de ces femmes et de ces hommes ne cesse de dire ce que nous sommes. Après l'hommage à Jean Moulin à Montluc le 8 mai et au Conseil National de la Résistance le 24 mai, le Président de la République a souhaité faire de 2023 l'année où nos défis du temps et notre imaginaire commun s'éclairent à la flamme de la Résistance. A travers elle, à travers les « braises ardentes » qu'évoquait Hubert Germain, nous parviennent ces visages du courage et de la liberté.

Aussi, ce 18 juin, la cérémonie traditionnelle sera précédée par un hommage à l'ensemble des forces de la Résistance. Le Président de la République cheminera, au sein du site du Mont-Valérien, dans chacun des lieux où se confondirent les destins mêlés de la lutte contre l'occupant nazi. Le Président de la République fera étape à la chapelle des condamnés et dans la clairière des fusillés au son de l' «Affiche rouge », écrite par Louis Aragon et mise en musique par Léo Ferré. Les acteurs et témoins de la Résistance passeront, par leur témoignage, le flambeau de leur engagement à nos jeunes conviés à la cérémonie, pour que les consciences des jeunes générations soient elles aussi trempées à la flamme de cette épopée.

Dans cette perspective, le Président de la République a décidé de l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian. Missak Manouchian choisit deux fois la France, par sa volonté de jeune homme arménien épris de Baudelaire et de Victor Hugo, puis par son sang versé pour notre pays. Il figure, dans notre mémoire, comme l'un de ceux visés par l' «Affiche Rouge », qui désignait à la vindicte dix des membres du groupe qu'il dirigeait, Francs-tireurs et partisans – Main d'œuvre immigrée (FTP-MOI), étrangers, juifs, communistes, et pour cela exécrés par le régime de Vichy. Le 18 février dernier, le Président de la République avait déjà réparé l'injustice commise envers Szlama Grzywacz, seul membre de l' « Affiche Rouge » à ne pas avoir été déclaré mort pour la France.

Missak Manouchian porte une part de notre grandeur. Sa bravoure singulière, son élan patriote dépassant toutes les assignations, son héroïsme tranquille inscrit dans sa dernière lettre à son épouse Mélinée où il confiait son absence de

haine pour le peuple allemand constituent une source d'inspiration particulière pour notre République. Missak Manouchian incarne les valeurs universelles portées par ces « vingt et trois qui criaient la France s'abattant » et ce sont eux, qui avec lui, seront aussi célébrés. Car ceux du groupe Manouchian défendaient une République où l'adhésion aux principes de liberté, d'égalité, de fraternité, permet tous les exploits, autorise tous les sacrifices, réunit et transcende tous les destins.

Après l'entrée au Panthéon des Résistants Félix Eboué (1949), Jean Moulin (1964), René Cassin (1987), Jean Monnet (1988) André Malraux (1996), des Justes de France (2007), Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion, Jean Zay (2015) et Joséphine Baker (2021), cet hommage de la République à Missak Manouchian, qui sera accompagné de Mélinée, permet de fédérer tous les combattants engagés dans la lutte contre le nazisme. Le sang versé pour la France a la même couleur pour tous, et comme l'écrivait Louis Aragon, « Un rebelle est un rebelle / Nos sanglots font un seul glas ». Et notre mémoire doit être une au moment de considérer notre passé.

A cet égard, tous les Résistants et otages fusillés au Mont-Valérien seront déclarés morts pour la France. Le Président de la République a en outre demandé qu'un travail historique soit mené partout dans notre pays pour que la reconnaissance de la patrie ne méconnaisse aucun de nos héros.

Le ministre arménien de la Défense, Suren Papikian, en France

Armenews-21 juin 2023

Le ministre arménien de la Défense, Suren Papikian, a rencontré son homologue français, Sébastien Lecornu, mardi 20 juin à Paris, afin de poursuivre les discussions sur le renforcement des liens militaires entre les deux pays.

Le ministère arménien de la Défense a déclaré que les deux hommes avaient discuté de « l'état actuel de la mise en œuvre des accords » auxquels ils étaient parvenus lors du précédent voyage de M. Papikian en France, en septembre dernier. La sécurité dans le Caucase du Sud était également à l'ordre du jour des discussions, a indiqué le ministère sans donner de détails.

Le ministère français des forces armées n’a pas immédiatement fait de déclaration sur ces entretiens.

Le voyage de M. Papikian à Paris en septembre a eu lieu à la suite de combats de grande ampleur à la frontière entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan. Il a rencontré S. Lecornu le lendemain du jour où le président français Emmanuel Macron a reçu le premier ministre Nikol Pachinian. M. Macron a blâmé l’Azerbaïdjan pour les hostilités et a déclaré que les forces azerbaïdjanaises devaient « retourner à leurs positions initiales ».

Une délégation de responsables français de la défense s’est rendue en Arménie en octobre et s’est entretenue séparément avec M. Papikian, le chef de l’armée arménienne Eduard Asrian et le ministre des Hautes-technologies Robert Khachatrian. Le ministère de la Défense à Erevan a également déclaré à l’époque qu’ils avaient discuté de la mise en œuvre des « accords » de Papikian et de Lecornu.

Aucun détail de ces accords n’a été rendu public jusqu’à présent. Il n’est pas certain que la France, régulièrement accusée par l’Azerbaïdjan de faire des déclarations pro-arméniennes, soit prête à fournir une assistance militaire à l’Arménie.

"Nous soutenons certes les pourparlers de paix entamés avec l’Azerbaïdjan, mais la France doit aider l’Arménie à se défendre et à se protéger ! a tweeté Christian Cambon, président de la Commission de la défense et des affaires étrangères du Sénat français, après avoir rencontré M. Papikian lundi.

Le ministre arménien a assisté à la cérémonie d’ouverture du salon de l’aéronautique et de l’espace de Paris plus tôt dans la journée.

Appel solennel de plus de 170 élus Les Républicains, au président de la République: la France peut intervenir ; la France doit intervenir, pour empêcher «la fin programmée» du Haut-Karabakh et les risques de massacre encourus par les populations arméniennes de ce territoire.

Le Figaro / Les Républicains – 13 juin 2023

https://republicains.fr/actualites/2023/06/13/lappel-de-la-droite-lr-pour-soutenir--le-haut-karabakh/

« C'est un cri d'alarme que nous voulons ici lancer. Le cri d'alarme de ceux qui ne veulent pas rester silencieux face à la fin programmée de la République autodéterminée du Haut-Karabakh et les risques de massacre encourus par les populations arméniennes de ce territoire.

Le pouvoir arménien se trouve dans un état d'affaiblissement et d'isolement extrêmes depuis la guerre qu'il a perdue face à l'Azerbaïdjan à l'automne 2020. Les «négociations de paix» qu'il mène depuis lors avec le régime de Bakou se déroulent de manière totalement déséquilibrée: le pouvoir azerbaïdjanais – allié de facto et de jure de la Russie, comme l'a rappelé il y a quelques jours encore le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev – opère depuis six mois un blocus inhumain contre la zone restée libre de République du Haut-Karabakh avec l'ambition ouvertement affichée d'en affamer et d'en chasser les 120.000 Arméniens qui y vivent.

Les forces russes de maintien de la paix, qui devaient garantir la libre circulation entre l'Arménie et le Haut-Karabakh – et ipso facto son approvisionnement – ont révélé leur impuissance à jouer leur rôle. L'ordonnance rendue le 22 février dernier par la Cour internationale de justice et exigeant la levée du blocus s'est révélée sans effet sur Ilham Aliyev.

Dans un monde où les forces de destruction et d'asservissement progressent, la France peut et doit prendre l'initiative de rééquilibrer les négociations arméno-azerbaïdjanaises en repensant avec tous nos partenaires l'architecture de sécurité qui prévaut au Caucase du Sud

Face aux velléités belliqueuses et irrédentistes d'un Azerbaïdjan surarmé, l'Arménie impuissante tente déjà, quant à elle, de sauver sa propre souveraineté territoriale. Dans ce contexte, nous lançons un appel solennel au président de la République: la France peut intervenir ; la France doit intervenir. Nous le devons parce que les Arméniens d'Arménie comme du Haut-Karabakh incarnent, non seulement le visage de la démocratie dans une région où règnent sans partage des États autoritaires, voire dictatoriaux, mais aussi le poste avancé d'une culture chrétienne que nous avons en partage. Nous le devons parce qu'il en va de notre responsabilité de protection, qui s'impose à nous au titre des engagements pris en

2005 devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Nous pouvons et nous devons intervenir en saisissant à nouveau le Conseil de sécurité de l'ONU pour recadrer les négociations en cours. Car consentir aux négociations telles qu'elles ont été menées jusqu'à Chisinau, c'est-à-dire en évacuant toute responsabilité française et occidentale pour abandonner à nouveau les Arméniens du Haut-Karabakh comme naguère nous avons abandonné les Arméniens de Cilicie, c'est consentir au retour de la guerre à courte échéance, à une déstabilisation de l'Arménie et de la région qui ne jouera pas en notre faveur.

Le Conseil de sécurité doit donc imposer par une résolution le fait que ces négociations doivent avoir pour préalable la garantie absolue de l'exclusion de tout processus d'épuration ethnique des Arméniens du Haut-Karabakh. Une telle garantie de sécurité – la France doit l'exiger et l'imposer – ne s'appuiera que sur un mandat donné à une force d'interposition internationale qui suppléera les forces russes de maintien de la paix ayant fait montre de leur inefficacité et dont le mandat risque du reste de ne pas être prorogé au-delà de 2025. Somme toute, cette résolution doit poser, en fait rétablir, le principe du droit à l'autodétermination des Arméniens du Haut-Karabakh comme garantie ultime de leur droit fondamental à la vie et à la dignité face à un État azerbaïdjanais construit sur la haine raciale à leur endroit.

Et ce droit fondamental à la vie et à la dignité, il nous semble impérieux que le président Macron vienne en réaffirmer le principe à Goris même, aux portes du Haut-Karabakh assiégé, comme ses prédécesseurs François Mitterrand et Jacques Chirac avaient su le faire à Sarajevo. Enfin, dans un monde où les forces de destruction et d'asservissement progressent, la France peut et doit prendre l'initiative de rééquilibrer les négociations arméno-azerbaïdjanaises en repensant avec tous nos partenaires l'architecture de sécurité qui prévaut au Caucase du Sud.

Cette reconfiguration passe aussi par le renforcement des capacités de défense de la République d'Arménie, renforcement auquel nous devrons contribuer. Car seule une Arménie capable de se défendre, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, retrouvera confiance en soi, confiance en les vertus de la démocratie qu'elle incarne presque seule dans la région. Si demain, le Haut-Karabakh et ensuite l'Arménie succombaient définitivement face au condominium russo-turc, l'ombre

de l’assujettissement planerait un peu plus sur l’Europe. »

Un maillot du footballeur Olivier Giroud vendu 35000 € au profit de l’Artsakh

Le Figaro- 19 juin 2023

Un maillot du meilleur buteur de l'histoire de l'équipe de France a été mis aux enchères la semaine dernière au profit des chrétiens d'Arménie. Porté par Olivier Giroud pour le match de la coupe du monde 2022 à l'issue duquel la France s’est qualifiée pour les ½ finales aux dépens de l'Angleterre, le maillot a été vendu 35.000 euros à un acheteur anonyme.

Le 10 décembre 2022, Olivier Giroud, qui est devenu récemment le 3e le plus capé de l’histoire de la sélection égalant Thierry Henry, marquait d'une tête à la 78ème minute le but de la qualification contre l'Angleterre qui s'inclinait (1-2) contre les bleus.

La vente de ce maillot a été réalisée lors de la Nuit pour la mission, une soirée de levée de fonds à destination de projets d'évangélisation chrétienne. L'argent récolté doit revenir à deux associations qui soutiennent les chrétiens persécutés dans le monde, et plus particulièrement pour les chrétiens d'Arménie.

La première, Portes Ouvertes, est une association protestante déjà soutenue par le joueur de l'équipe de France. La seconde, l'Aide pour l'Eglise en Détresse (AED), est l'équivalente catholique pour la défense des chrétiens persécutés dans le monde. «*Les fonds seront fléchés pour les chrétiens d'Arménie en particulier, et notamment les chrétiens du Haut-Karabakh*», précisent les organisateurs de la Nuit pour la mission. Depuis le 12 décembre dernier, l’Azerbaïdjan a instauré un blocus de cette région, empêchant toute communication de la population avec l'Arménie.

Olivier Giroud, sollicité par les organisateurs, a aussi fait don, en plus de ce maillot, d'une de ses paires de crampons qui a été adjugée sous la forme d'une tombola. L'heureux gagnant participait à distance.

Le joueur français, doyen de l'équipe de France, n'a jamais caché sa foi

chrétienne. Il confiait au Figaro, avant la finale de la Coupe du Monde, prier et réciter un psaume avant les grands matchs. «*Parler avec mes frères dans le Christ et mon pasteur m'apporte des réponses, de l'apaisement, du calme*», disait-il aussi avant la compétition.

ARMENIE

Une délégation du parlement européen en Arménie

Armenpress- 20 juin 2023

Le 20 juin, le président de l'Assemblée nationale d'Arménie, Alen Simonyan, a reçu la délégation conduite par la présidente de la sous-commission de la sécurité et de la défense du Parlement européen, Mme Nathalie Loiseau.

Alen Simonyan a souhaité la bienvenue aux invités, notant que cette visite permettra de se rendre compte de la situation sur place.

Il a souligné que notre pays apprécie grandement la position définie du Parlement européen sur un certain nombre de questions les plus importantes pour l'Arménie. Dans ce contexte, le président de l'AN de la RA a mentionné les questions concernant la dernière guerre du Haut-Karabagh, les empiètements des forces armées de l'Azerbaïdjan sur le territoire souverain de l'Arménie, la nécessité de la libération urgente des prisonniers de guerre Arméniens, le blocage du corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan et la crise humanitaire causée en conséquence, qui ont été réservées dans une série de résolutions et de rapports du Parlement européen.

"L'Union européenne (UE) reste le principal partenaire soutenant l'agenda des réformes en cours en Arménie, et nous aimerions réaffirmer notre engagement à approfondir et élargir la coopération avec l'Union européenne, y compris la mise en œuvre des dispositions de l'accord de partenariat global et renforcé (CEPA)", a noté Alen Simonyan.

Lors de la réunion, des idées ont été échangées sur la décision de déployer la mission de l'UE en Arménie, qui a essentiellement favorisé l'établissement d'une

stabilité relative à nos frontières orientales.

Il a été fait référence à l'expansion de la coopération avec l'Union européenne dans les domaines de la défense et de la sécurité, à la demande de l'Arménie.

Une société affiliée aux États-Unis qui construit une aciérie dans le village arménien de Yeraskh a hissé les drapeaux de l'Arménie et des États-Unis sur le site de construction.

Armenpress- 20 juin 2023

GTB Steel, l'entreprise qui construit l'aciérie, a déclaré qu'en hissant les drapeaux, elle exprimait sa décision sans équivoque de poursuivre la construction comme prévu, malgré les tirs et les provocations transfrontalières de l'Azerbaïdjan.

Tiran Hakobyan, directeur de GTB Steel, a déclaré aux journalistes après la cérémonie de lever des drapeaux le 20 juin qu'ils étaient conscients que les drapeaux ne garantissaient pas que les militaires azerbaïdjanais cesseraient leurs tirs. "C'est ce que stipule la décision de notre conseil d'administration, qui a été prise après de longues discussions. En hissant les drapeaux, nous indiquons que nous ne quitterons pas cet endroit et que nous continuerons à construire l'usine", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que seul le gouvernement arménien avait le pouvoir d'autoriser ou d'interdire la construction, et qu'il avait donné son accord. GTB Steel dispose de tous les documents nécessaires à la construction, a souligné M. Hakobyan.

La semaine dernière, les forces azerbaïdjanaises ont blessé par des tirs deux ouvriers indiens sur le site de construction de l'aciérie à Yeraskh. Depuis, le chantier a de nouveau été pris pour cible par les forces azerbaïdjanaises.

Intervention du 1er ministre Nikol Pashinyan devant la commission parlementaire restreinte chargée d'examiner les causes et le déroulement de la deuxième guerre du Karabakh en 2020.

Armenpress- 20 juin 2023

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a révélé le moment où il s'est rendu compte, en 2020, que la seule option possible pour mettre fin aux hostilités était le compromis.

S'exprimant devant la commission parlementaire restreinte chargée d'examiner les causes et le déroulement de la deuxième guerre du Karabakh en 2020, M. Pashinyan a déclaré que la chute de Chouchi avait joué un rôle crucial dans la signature de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020.

Il a ajouté que ce qui importait n'était pas seulement la valeur symbolique mais aussi stratégique de Chouchi. Après la chute de Chouchi, Stepanakert serait prise pour cible, la pression sur Martuni deviendrait inévitablement plus forte et près de 25 000 soldats arméniens risqueraient d'être assiégés.

L'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 était la cinquième tentative de mettre fin à la guerre, a déclaré M. Pashinyan. La première conversation de ce type a eu lieu le 7 octobre, lorsque M. Pashinyan a téléphoné au président russe Vladimir Poutine à l'occasion de l'anniversaire de ce dernier. M. Poutine a attaché de l'importance à la volonté de compromis de M. Pashinyan. M. Poutine a dit à M. Pashinyan qu'il souhaitait servir de médiateur pour mettre rapidement fin aux hostilités.

"Je lui ai dit que j'étais d'accord et je lui ai demandé dans quelles conditions les hostilités prendraient fin. Nous avons compris que les hostilités devaient cesser sans conditions préalables, que les parties devaient s'arrêter sur leurs positions actuelles et qu'elles devaient ensuite discuter du compromis qu'elles accepteraient. J'ai dit que cette option était acceptable pour nous. J'ai eu un deuxième appel téléphonique avec le président russe plus tard dans la journée, et il m'a dit qu'il avait parlé avec le président azerbaïdjanais, mais que ce dernier lui avait dit qu'il n'était pas prêt à accepter un cessez-le-feu, ce qui signifie qu'il n'était pas d'accord pour établir un cessez-le-feu", a déclaré M. Pashinyan.

Le président Poutine a dit à M. Pashinyan qu'il s'entretiendrait à nouveau avec le président azerbaïdjanais le lendemain.

Le lendemain, M. Poutine a indiqué à M. Pashinyan que l'Azerbaïdjan avait posé une condition préalable à l'instauration d'un cessez-le-feu : il s'attendait à ce que

Fizuli soit rendue sans combat et que les forces arméniennes se retirent le long de la rivière Araks jusqu'au réservoir de Khuda Aferin, de sorte que le réservoir reste sous le contrôle de l'Azerbaïdjan pour pouvoir prélever de l'eau à des fins d'irrigation. En outre, les dirigeants azerbaïdjanais comptaient rapatrier Guliyev et Askerov, les deux condamnés qui purgeaient des peines de prison dans le Haut-Karabakh pour enlèvement et meurtre, et envisageaient l'option de renvoyer les prisonniers eux-mêmes.

"En outre, ce n'est pas la fin des hostilités qui a été déclarée, mais simplement un cessez-le-feu humanitaire, pour organiser l'enterrement des morts, sans aucune condition ou obligation de ne pas reprendre les combats par la suite. J'ai dit que les conditions préalables étaient inacceptables parce que nous avons convenu avec le président russe qu'un cessez-le-feu devait être établi sans conditions préalables. De plus, même si j'acceptais le retrait des troupes, rien ne garantissait que l'Azerbaïdjan ne poursuivrait pas son offensive pendant le retrait. Néanmoins, j'ai fait preuve d'une certaine souplesse en déclarant qu'une utilisation conjointe de l'eau du réservoir de Khuda Afering était possible, ce qui signifie que je pensais que le Haut-Karabakh ne pouvait pas empêcher l'Azerbaïdjan d'utiliser l'eau du réservoir, la condition relative au retour d'Askerov et de Guliyev pourrait être discutée si l'Azerbaïdjan indiquait le nombre de captifs arméniens qu'il était prêt à restituer avec la médiation de la Russie, la condition relative à la cession sans combat de Fizuli et des rives de l'Araxe était inacceptable, tandis que la proposition d'un cessez-le-feu humanitaire pour enterrer les corps des morts était tout à fait acceptable", a déclaré M. Pashinyan.

Le 9 octobre, M. Poutine a déclaré à M. Pashinyan que l'Azerbaïdjan était prêt à instaurer un cessez-le-feu à partir des 9 et 10 octobre. Les ministres des Affaires étrangères des deux parties ont été invités à Moscou pour des discussions, et l'échange des captifs et des corps des morts devait également être discuté. M. Pashinyan a déclaré qu'il acceptait cette offre.

Le Kremlin a ensuite publié un communiqué. Une déclaration a ensuite été publiée après la réunion des ministres des Affaires étrangères. Après cette déclaration, Pashinyan a ordonné aux militaires de maintenir le cessez-le-feu. Mais après de petites pauses, l'Azerbaïdjan a lancé une attaque plus intense, bombardant le territoire de l'ancienne NKAO, Stepanakert, Martakert et prenant d'assaut Hadrut.

"Bien entendu, les troupes ont reçu l'ordre de prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter l'attaque azerbaïdjanaise, mais parallèlement, des efforts diplomatiques ont été déployés en vue de l'adoption du document de Moscou sur l'établissement d'un cessez-le-feu. Le déploiement d'observateurs militaires russes de part et d'autre de la ligne de contact pour surveiller la situation était envisagé. Mais l'Azerbaïdjan évitait constamment d'opter pour une telle solution et intensifiait ses opérations militaires", a déclaré M. Pashinyan.

Le Premier ministre arménien a indiqué qu'il s'était entretenu à plusieurs reprises avec M. Poutine les jours suivants sur la manière de parvenir à un cessez-le-feu.

"En analysant la situation lors de nos discussions internes, j'en suis arrivé à la conclusion suivante : l'Azerbaïdjan n'acceptera pas de cessez-le-feu : L'Azerbaïdjan n'acceptera pas de cessez-le-feu tant que son avancée ne sera pas contrecarrée. C'était en fait le scénario équilibré de la fin des hostilités. Je me suis rendu compte que si un tel scénario était impossible, alors que la situation sur le champ de bataille n'était pas optimiste, la seule option possible était un cessez-le-feu compromis. Les autres variantes n'étaient pas réalistes parce que les jours passaient depuis la déclaration de cessez-le-feu plutôt équilibrée, mais il était impossible d'établir un cessez-le-feu", a déclaré M. Pashinyan.

Festival dans le Syunik « Dans les montagnes »

Armenpress- 19 juin 2023

Les 24 et 25 juin, des journées riches en événements historiques et culturels sont attendues à Tatev; le festival immersif de l'histoire et des légendes de Syunik "Dans les montagnes" se tiendra.

Des représentations théâtrales, des cours de maître, de la musique, des danses et des jeux nationaux, des plats traditionnels et une visite des vieux villages historiques. Le programme du festival de deux jours comprend divers événements visant à développer le tourisme culturel et gastronomique à Syunik.

Les invités et les touristes du festival auront l'occasion de participer à divers événements, tout en profitant du panorama montagneux de Syunik et du vol spectaculaire du téléphérique "TaTever" au-dessus de la gorge de Vorotan, dont

la destination est l'un des monuments spirituels, éducatifs et architecturaux les plus importants du Moyen Âge, le complexe du monastère de Tatev datant du IXe siècle.

"Les festivals ont un rôle important à jouer dans l'industrie du tourisme. Le Comité du tourisme de la République d'Arménie œuvre à la promotion du tourisme dans quatre directions principales : l'aventure, la culture, la gastronomie et la nature. Ces quatre directions seront présentes dans le festival "Dans les montagnes", qui est essentiel pour attirer les flux de touristes. Nous sommes toujours désireux d'organiser des événements intéressants afin de faire de l'Arménie une destination attrayante pour les touristes internationaux. En mettant l'accent sur le marché international, le Comité met en œuvre le programme de visites éducatives, dans le cadre duquel nous accueillons des représentants des médias et des blogueurs de différents pays. Des représentants de périodiques populaires d'Arabie Saoudite, du Koweït et d'Autriche participeront au festival "Dans les montagnes"", a déclaré la directrice du Comité du tourisme de la République d'Arménie, Sisian Boghossian.

Le festival s'articulera autour de plusieurs axes, en tenant compte des intérêts des différentes tranches d'âge.

Le spectacle interactif "Histoire de Syunik. Voyage dans le temps" sur les événements historiques et les personnages importants de Syunik aura lieu près du monastère de Tatev, après quoi les visiteurs participeront à des jeux et des danses nationaux.

Une foire sera organisée tout au long de la journée à la station Halidzor du tramway aérien Wings of Tatev, où des artisans feront des démonstrations d'artisanat traditionnel de la région et tiendront des classes de maître à l'intention des visiteurs. Dans le cadre du programme musical, le groupe Tarup Trio de Miqayel Voskanyan donnera un concert.

Une piste de danse avec un DJ, une grande zone de divertissement et de jeux pour les enfants sont également prévues.

Pendant le festival, des acteurs de Syunik participeront à la mise en scène du dîner-spectacle spécial "Dîner médiéval avec la noble famille Orbelian".

Une visite du vieux village de Halidzor est également prévue pour assister au

spectacle interactif "Le mode de vie local au XVIIe siècle", et le deuxième jour du festival, une visite du vieux village de Khndzoresk sera organisée.

Une visite du vieux village de Halidzor est également prévue pour assister au spectacle interactif "Le mode de vie local au XVIIe siècle", et le deuxième jour du festival, une visite du vieux village de Khndzoresk sera organisée.

"Notre objectif est de stimuler, grâce au festival "Dans les montagnes", le flux de touristes vers Syunik et Tatev, ainsi que de présenter la riche histoire et la culture de Syunik à travers des représentations théâtrales et des jeux. Nous espérons que les visiteurs apprécieront l'hospitalité des habitants de Syunik, qu'ils profiteront des magnifiques vues sur les montagnes et qu'ils passeront un week-end agréable. Le festival est également important dans la mesure où le nouveau flux de touristes à Tatev aura un impact socio-économique positif sur l'ensemble de la communauté", déclare Ani Davtyan, chef de projet du festival.

Le festival "Dans les montagnes" est organisé avec le soutien du comité du tourisme du ministère de l'économie de la République d'Arménie. Les organisateurs du festival sont la fondation Tatev Revival, la fondation Ruben Vardanyan, la société Impulse Management et le téléphérique de TaTever.

Le "TaTever" est le plus long tramway aérien pour passagers au monde, inscrit dans le Livre Guinness des records. Le tramway aérien fait partie du projet à but non lucratif "Tatev Revival" Foundation, dont les bénéfices sont consacrés à la restauration du monastère de Tatev et au développement des zones environnantes. Le projet de tramway aérien "TaTever" est géré par Impulse Management Company.

La fondation "Tatev Revival" est une organisation à but non lucratif dont les principaux objectifs sont la restauration du monastère de Tatev, le développement des communautés de la région, la création de nouveaux emplois et des infrastructures nécessaires dans la région, le développement de la destination touristique de Tatev et le soutien aux entrepreneurs locaux.

Visite d’ambassadeurs à Yeraskh

Armenpress- 15 juin 2023

Les ambassadeurs étrangers ont visité jeudi le village de Yeraskh pour se familiariser avec la situation frontalière suite à la fusillade transfrontalière azérie du 14 juin qui a blessé deux civils sur un chantier de construction.

Le colonel Sasun Badasyan, commandant du 5e corps d'armée des forces armées arméniennes, a déclaré aux représentants du corps diplomatique que les deux ressortissants étrangers blessés lors de la fusillade du 14 juin avaient été immédiatement transportés à l'hôpital. Les conséquences de la fusillade sont visibles sur le site de construction de l'usine métallurgique, qui a été la cible des tirs.

"C'est ici que les deux citoyens indiens travaillant sur le chantier de l'usine ont été blessés", a déclaré le colonel Badasyan aux ambassadeurs, soulignant que le personnel militaire n'était pas impliqué dans la construction de l'usine.

"L'adversaire viole constamment le cessez-le-feu et nous continuons à protéger la frontière de l'État", a ajouté le responsable militaire.

Le site de construction de l'aciérie visé par les forces azéries est un projet arméno-américain de 70 millions de dollars à Yeraskh. L'aciérie, souvent appelée "usine métallurgique", devrait produire 180 000 tonnes par an après son lancement.
Le 14 juin, deux ouvriers travaillant sur le site de construction de l'usine ont été blessés par balles par les forces azerbaïdjanaises. Les victimes sont des ressortissants indiens. Tous deux ont été opérés avec succès et se trouvent dans un état modéré.

ARTSAKH

Convoi médical du CICR empêché par l'Azerbaïdjan au corridor de Berdzor

Armenpress, 16 juin 2023

En raison du blocage complet du corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan, il n'a pas été possible d'organiser le transfert prévu de 102 patients médicaux et de leurs proches (52 de l'Artsakh vers l'Arménie, 50 de l'Arménie vers l'Artsakh) pendant les deux jours, a déclaré le ministère de la Santé de l'Artsakh dans un communiqué.

"En raison de la provocation azerbaïdjanaise qui a eu lieu à la frontière entre l'Artsakh et l'Arménie le 15 juin, près du pont de Hakari, au poste de contrôle azerbaïdjanais illégal dans le corridor de Kashatagh (Latchine), parmi tous les transports humanitaires, la circulation dans les deux sens des patients de l'Artsakh sous la médiation du Comité international de la Croix-Rouge a été interdite depuis hier, ce qui a eu pour conséquence qu'en deux jours, il n'a pas été possible d'organiser le transfert prévu de 102 personnes (52 de l'Artsakh vers l'Arménie, 50 de l'Arménie vers l'Artsakh)", peut-on lire dans le message.

Le ministère de la Santé de l'Artsakh a rappelé que le 15 juin, des véhicules du CICR transportaient 25 patients médicaux et leurs proches vers l'Arménie, mais qu'au poste de contrôle illégal situé dans le corridor de Kashatagh, la partie azerbaïdjanaise a interdit la poursuite de leur mouvement, de sorte que les véhicules sont retournés à Stepanakert, sans qu'il soit possible d'organiser un déplacement de Goris à Stepanakert, ce qui a empêché le retour de 25 patients médicaux et de leurs proches vers l'Artsakh. Le 16 juin, il était également prévu de transférer 27 patients médicaux et leurs proches vers des centres médicaux professionnels arméniens afin qu'ils reçoivent des soins médicaux immédiats, ainsi que le retour de 25 patients médicaux et de leurs proches en Artsakh.

Le ministère de la santé de l'Artsakh note également qu'en raison de l'interruption de toutes les expéditions humanitaires, les livraisons limitées de médicaments et d'autres fournitures médicales à l'Artsakh, qui étaient effectuées exclusivement par la Croix-Rouge, ont également été complètement interrompues.

"En conséquence, les fournitures déjà rares dans les installations médicales se réduisent de jour en jour, mettant en danger les soins médicaux appropriés des citoyens", indique le communiqué.

Déclaration du ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh : un véritable dialogue pour discuter des moyens d'un règlement politique du conflit Azerbaïdjan-Karabakh n'est pas réaliste.

Armenpress, 16 juin 2023

« En relation avec les rapports médiatiques troublants sur les tentatives d'établir un dialogue entre Stepanakert et Bakou publiés récemment dans un certain nombre de médias russes en référence à des sources diplomatiques anonymes, nous considérons qu'il est nécessaire de déclarer :

La République d'Artsakh est la partie la plus intéressée à trouver une solution globale au conflit avec l'Azerbaïdjan par le dialogue et les négociations pacifiques visant à établir une paix durable dans la région.

Après la fin de la guerre de 44 jours, il y a déjà eu des tentatives d'établir de tels contacts pour résoudre un certain nombre de questions urgentes. En particulier, plusieurs réunions ont eu lieu entre les représentants de l'Artsakh et de l'Azerbaïdjan grâce à la médiation du contingent russe de maintien de la paix, au cours desquelles des questions humanitaires, d'infrastructure et d'autres questions techniques visant à assurer les conditions d'une vie normale et pacifique de la population ont été discutées. Avant le blocus de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan, grâce aux réunions tenues avec la médiation du contingent russe de maintien de la paix, des résultats spécifiques ont été obtenus sur les questions de l'identification du sort des disparus et de la recherche des restes des morts, de l'assurance du fonctionnement normal des infrastructures vitales, de l'organisation des travaux agricoles et autres. La dernière réunion dans ce format a eu lieu le 1er mars 2023, au cours de laquelle les questions liées à la fin du blocus des transports et de l'énergie de l'Artsakh ont été discutées. Cependant, la partie azerbaïdjanaise a d'abord refusé de mettre en œuvre les accords conclus lors de la réunion, puis a eu recours à diverses provocations et actions agressives, rejetant systématiquement toutes les propositions ultérieures de la République d'Artsakh visant à poursuivre les réunions dans ce format.

Les autorités de la République d'Artsakh ont déclaré à plusieurs reprises que pour la reprise du processus de paix, il est nécessaire de rétablir le format de négociation internationalement reconnu, dans le cadre duquel il serait possible de discuter de tous les litiges et différences sur la base des principes de bonne foi,

de coopération et d'égalité des droits des parties. En même temps, ce mécanisme doit être inclusif et représentatif, et avoir le potentiel et l'autorité nécessaires pour assurer la mise en œuvre des accords conclus et des engagements pris par les parties.

Nous sommes convaincus que le rôle des médiateurs internationaux ne devrait pas se limiter à fournir de bons conseils, mais devrait viser à une participation plus active au processus de recherche de solutions justes, équilibrées et viables aux problèmes existants, à la création de conditions favorables à la conduite d'un dialogue dans la dignité, ainsi qu'à la garantie du respect par l'Azerbaïdjan des normes et principes du droit international et des dispositions de la Charte de l'ONU. Dans ce contexte, nous réitérons l'importance d'utiliser le potentiel et l'expérience de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE, ainsi que la coopération effective de tous les acteurs majeurs impliqués dans le règlement pacifique du conflit.

À cet égard, nous attachons une importance primordiale aux efforts collectifs et individuels de la communauté internationale visant à créer des conditions de vie normales en Artsakh, à mettre fin à son blocus des transports et de l'énergie, à supprimer le point de contrôle azerbaïdjanais illégalement installé et à assurer la circulation sans entrave des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine dans les deux sens, conformément à la Déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 et à l'Ordonnance de la Cour internationale de Justice du 22 février 2023 .

Il est évident que dans les conditions du blocus sévère et permanent de l'Artsakh et de la menace toujours plus grande d'un recours à la force et du nettoyage ethnique, alors que les 120 000 personnes de l'Artsakh sont en fait dans une situation d'otage, un véritable dialogue pour discuter des moyens d'un règlement politique du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabakh est irréaliste. »

Destruction patrimoniale en Artsakh

Armenpress -16 juin 2023

Caucasus Heritage Watch (CHW) a publié des images satellite montrant qu'un pont du Haut-Karabakh datant de 1835 et situé dans une zone sous contrôle azéri

depuis 2020 a été détruit.

CHW a déclaré que le pont a été détruit lors de travaux routiers.

"Nous sommes préoccupés par ce pont depuis l'été dernier. Il était clairement visible sur une image satellite datant d'octobre 2021. Mais le pont n'était plus discernable en juillet 2022. Dans le rapport de suivi n°4 du CHW, nous l'avons provisoirement désigné comme endommagé. Les images d'avril 2023 montrent maintenant que le pont a été détruit lors de travaux routiers", a indiqué CHW.

Le pont Halevor, construit en 1835, reliait la rivière Ishkhanaget, à 2 km au sud-ouest de Mets Tagher, dans le Haut-Karabakh.

ONU

Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme souligne l'importance d'une circulation libre et sûre dans le corridor de Latchine.

Armenpress- 19 juin 2023

La 53e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies s'est tenue à Genève le 19 juin. Au titre du deuxième point de l'ordre du jour, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a présenté un rapport sur la situation actuelle des droits de l'homme dans le monde.

Se référant à la région du Caucase du Sud, il a appelé l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en particulier, à mettre les droits de l'homme au cœur de leurs efforts de paix. Le commissaire a souligné l'importance d'une circulation libre et sûre dans le corridor de Latchine et la nécessité d'éviter tout impact humanitaire sur les civils.

Volker Türk a noté que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme cherche depuis des années à accéder aux zones sous le contrôle effectif des autorités de facto dans la région du Caucase du Sud. La population est rendue plus vulnérable par l'absence de surveillance régulière et de contact avec les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations unies. L'accès nous

permettrait de mener des évaluations sur les droits de l'homme et de répondre aux besoins de la population, tout en contribuant à instaurer la confiance.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mettre fin aux actes d'agression "insensés" de l'Azerbaïdjan

Armenpress- 15 juin 2023

Frank Pallone, membre du Congrès des États-Unis, a appelé le Département d'État américain à mettre fin aux actes d'agression "insensés" de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, qui mettent en péril les négociations de paix en cours et risquent de déstabiliser davantage le Caucase.

"L'Azerbaïdjan compromet les négociations de paix en cours et risque de déstabiliser davantage le Caucase par ses attaques en territoire arménien. Le département d'État doit tenter de mettre un terme à ces actes d'agression insensés et faire pression pour la reconnaissance et le respect des frontières de l'Arménie", a tweeté M. Pallone.

Le 14 juin, deux ouvriers travaillant sur le chantier d'une aciérie dans le village arménien de Yeraskh ont été blessés par des tirs des forces azerbaïdjanaises. Les victimes sont des ressortissants indiens.

AGENDA

FRANCE 2 – Chrétiens Orientaux – « Actualités Orientales : Liban – Ukraine – Artsakh »

Emission du dimanche 25 juin 2023 – 09h30 – France 2

La situation en Artsakh (Haut-Karabagh) est dramatique pour les habitants. Cette terre arménienne depuis des millénaires, se voit coupée du monde depuis des

mois. Interview avec l’évêque Vartanes, primat du diocèse, sur la force de résilience et sur les actions de l’Eglise pour aider la population matériellement et spirituellement. Avec la participation de : Mgr Vertanes Abrahamyan (Primat du diocèse de l’Artshak) et diacre Philippe Sukiasyan.